



Interpellation du Premier ministre du Sénégal, M.Ousmane Sonko sur les enlèvements des activistes, journalistes et leaders politiques en Guinée !

Les organisations de la société civile sénégalaise, ont lancé un appel solennel au peuple sénégalais et aux autorités de la République du Sénégal, notamment à Monsieur le Premier ministre Ousmane Sonko, afin qu'ils se mobilisent contre les disparitions forcées et la répression brutale exercée par les Autorités de transition de la Guinée à l'encontre des militants de la société civile.

Depuis le 9 juillet 2024, Oumar Sylla alias « Foniké Mengué », Coordinateur national du Front National pour la Défense de la Constitution (FNDC), et Mamadou Billo Bah, Responsable des antennes et de la mobilisation du FNDC, ont été enlevés par des éléments du Groupement des Forces Spéciales et du Groupement d'Intervention de la Gendarmerie Nationale, sur ordre direct du président de la transition, Mamadi Doumbouya. Cela va faire bientôt une année qu'ils sont portés disparus, sans aucune procédure judiciaire, alors qu'ils prenaient part à une campagne citoyenne dénonçant la censure des médias et la cherté de la vie en Guinée.

Leurs enlèvements s'inscrivent dans une vague de répression plus large visant des voix dissidentes en Guinée. D'autres citoyens, parmi lesquels Sadou Nimaga, ancien secrétaire général du ministère des Mines et de la Géologie ; Habib Marouane Camara, journaliste d'investigation et administrateur du site lerevelateur224.com; et Ousmane Gnelloye Diallo, militant politique ; ont également été victimes de disparitions forcées orchestrées par les autorités guinéennes.

Actuellement en Guinée, critiquer les dérives de la transition, c'est offenser son chef. Aliou Bah, président du Mouvement Démocratique Libéral (MoDeL), en a fait les frais. Il a été condamné en appel à une peine de deux

ans fermes pour « offense et diffamation » à l'encontre du président de la transition, Mamadi Doumbouya.

Le cas de Habib Marouane Camara est particulièrement alarmant : enlevé violemment le mardi 3 décembre 2024 par des gendarmes en civil, à proximité du domicile de l'homme d'affaires Kerfalla Person Camara à Lambanyi (Conakry), il a été extrait de son véhicule après que les agents ont brisé son pare-brise. Son enlèvement a suscité une profonde inquiétude au sein de sa famille, de ses collègues et des organisations de défense des droits humains. Ces actes illégaux et récurrents traduisent une dérive autoritaire extrêmement préoccupante en Guinée, où l'État de droit, les libertés fondamentales et les droits humains sont systématiquement piétinés par le régime militaire en place.

Face à cette situation préoccupante, en prélude de sa visite d'amitié et de travail de 48h en République de Guinée, nous plaidons auprès du Premier ministre sénégalais, Monsieur Ousmane Sonko, pour qu'il use de sa voix, de sa légitimité panafricaine et de l'immense espoir qu'il incarne auprès des jeunes africaines, afin d'exiger du colonel Mamadi Doumbouya la libération immédiate et sans condition de tous les détenus politiques et d'opinion.

Nous interpellons également la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), la Commission des Droits de l'Homme et des Peuples de l'Union africaine ainsi que l'ensemble de la Communauté internationale. Ces instances doivent agir avec fermeté pour exiger des réponses des autorités guinéennes et assurer la protection des droits fondamentaux de tous les citoyens guinéens.

En tant que nation ouest-africaine attachée à la paix et à la justice, le Sénégal partage la responsabilité de ne pas détourner le regard face aux violations des droits humains dans la région. La solidarité entre les peuples d'Afrique de l'Ouest impose d'agir avec courage pour défendre ceux qui sont persécutés pour leurs idées, leur engagement citoyen et leur combat pour la démocratie.

Dakar, 2r juin 2025